

# Lettre ouverte au président de la commission d'histoire sur le Rwanda

Guillaume Ancel

1<sup>er</sup> novembre 2020

**Cette commission d'historiens, décidée en 2019 par le président Emmanuel Macron, est présidée par Vincent Duclert. Elle a écarté d'emblée les historiens « engagés » sur le sujet, comme Stéphane Audoin-Rouzeau qui en est pourtant à l'initiative, ou Hélène Dumas, une des rares chercheuses françaises à avoir effectué des recherches sur le terrain au Rwanda (et en kinyarwanda). Cette commission doit faire la lumière sur le rôle de la France dans le génocide des Tutsi, 1 million de morts, tandis que notre pays soutenait depuis plusieurs années les forces gouvernementales qui ont préparé et commis ces massacres. Cette commission pourrait mettre fin aux polémiques entretenues par ceux qui ne reconnaîtront jamais leurs responsabilités et qui avaient pris soin de boucler les archives de notre intervention « humanitaire ». Elle doit rendre ses travaux en avril 2021, vingt-sept ans après les faits.**

Monsieur Vincent Duclert, président de la commission d'histoire sur le Rwanda

Nos échanges récents concernant « l'historienne » Julie d'Andurain m'ont mis la puce à l'oreille et j'ai donc pris un peu de temps pour lire ses publications concernant le Rwanda. Je viens de tomber sur son article dans le dictionnaire des opérations extérieures

<https://www.dropbox.com/s/aeg9b3ieo65kmxtDictionnaireDesOperationsExterieuresFr281%29.pdf?dl=0>

Et je suis proprement scandalisé.

Julie d'Andurain a publié un tissu de mensonges et d'erreurs grossières concernant le rôle de la France au Rwanda.

Elle ne semble même pas savoir que la France n'a jamais eu de mandat d'interposition ou que les missiles tirés contre l'avion du président Habyarimana venaient du camp de Kanombe, tenu par ses propres troupes.

Elle reprend, sans l'once d'une réflexion, les thèses révisionnistes soutenues par Hubert Védrine, et pour cause, il est celui qui pourrait être mis en cause pour complicité de génocide.

Un tel parti pris, une absence totale de recherches contradictoires et de sources autres que celles servies par son employeur, le mépris affiché pour les militaires subalternes « qui n'ont pas les connaissances d'un général » mais qui étaient acteurs de ce drame, la discréditent en tant que « chercheuse » sur le sujet.

Je suis scandalisé que vous l'ayez acceptée dans votre commission et que vous puissiez encore lui accorder le moindre crédit. Je comprends mieux pourquoi elle ne voulait surtout pas entendre mon témoignage, car elle n'en est pas capable...

J'espère que vous aurez le courage de prendre les décisions nécessaires pour effectuer des travaux de recherche à la hauteur de la mission qui vous a été confiée, et pas de défendre les intérêts de ceux qui se sont compromis dans cette crise.

Guillaume Ancel, ex lieutenant-colonel de l'armée de terre et vétéran de l'opération Turquoise.